

Le rapport à l'Autre

Texte issu d'une série d'entretiens réalisés avec Jacques ARDOINO

Présentation de Jacques ARDOINO

Le choix de solliciter, courant 1999, Jacques ARDOINO, en tant qu'accompagnateur extérieur du travail d'écriture au sein du CNAJEP d'un livre sur la dimension internationale de l'éducation populaire, trouve sa source dans l'intérêt pour son travail sur le langage et les représentations, et plus particulièrement sur la dimension essentielle du conflit comme composante de la démocratie.

Psycho-sociologue et Professeur émérite à l'Université Paris VIII, Jacques ARDOINO a fréquenté de près quelques unes des associations membres du Cnajep, sur des demandes de formations, colloques et réflexions internes (CEMEA, LFEFP, AFVP, FFMJC...). Ses expériences d'actions internationales (séminaires, projets de coopération au développement, connaissance des ONG humanitaires et de solidarité internationale), notamment au sein de la plate-forme de coopération ONG France - Afrique du Sud (OFAS) et de l'association ANDSHA, ont constitué un apport intéressant pour notre démarche.

Ce qui suit rassemble des éléments épars de réflexions¹ de J. ARDOINO autour de champs tels que les valeurs (universalisme ou particularisme), la caractérisation de l'acte éducatif, la temporalité de l'action éducative, le partenariat, ou encore la notion d'accompagnement appliqués à la dimension internationale de l'éducation populaire.

A propos du décalage supposé entre nos pratiques et notre idéal d'éducation populaire

Les associations d'éducation populaire se réfèrent à des valeurs et à un "idéal" qui orientent leurs pratiques.

Le mot "idéal" exprime une référence judéo-chrétienne à l'élévation vers l'idéologie (monter au ciel... de la raison), qui n'a rien à voir avec l'éducation. Il s'agit là d'une sorte de "sac de bons sentiments", d'un parti pris élitiste, au nom duquel on irait transformer les autres, alors que l'acte éducatif ne peut être associé à une démarche volontariste.

L'éducation populaire a repris ce corpus de valeurs religieuses, tout en se prétendant laïque, à travers des pratiques guidées par l'idée de « faire du bien », et de « masquer les souffrances »... plutôt que de travailler sur l'expression de ces souffrances et sur les contradictions qui s'expriment nécessairement.

Qualifier la spécificité de la démarche éducative

L'acte d'éducation consiste à développer la capacité critique ; cette fonction échoit traditionnellement aux universités, même si elles ne s'en acquittent pas vraiment. L'éducation est politique et, à son tour, le politique doit se faire éducatif s'il veut réellement combattre, et non seulement conjurer, les menaces toujours plus pesantes de l'institution totalitaire, notamment quand celle-ci tend à se réduire en se dissimulant sous des formes larvées, maffieuses, volontiers privilégiées par la modernité. La tâche "impossible", mais nécessaire d'une éducation qui n'esquive pas la réflexion sur les fondements de son projet, avec la prise en compte de l'imaginaire, que cela suppose, reste le développement de la fonction critique.

L'éducation populaire pourrait, quant à elle, s'assigner la tâche de développer la capacité critique du plus grand nombre ... compte tenu des inégalités sociales et des handicaps...

Le credo de l'éducation populaire serait alors que, l'école n'arrivant pas à développer une fonction critique, parce que verbale et intellectuelle, les pratiques culturelles, en dehors de l'école, vont faire sortir le peuple de ses ghettos. Mais l'erreur repose sur le fait que ces ghettos sont tellement pris par des logiques de survie, qu'ils n'ont pas le temps de faire de la philosophie. Or, ce besoin de travailler sur les représentations est vital. L'impensé de l'école, c'est le retravail des certitudes des professeurs, duquel découle également le caractère figé de l'éducation populaire.

¹ Article " le paradigme de l'accompagnement et le statut de « partenaire »", J. ARDOINO, Evolène Août 2000 ; éditorial de *Pratiques de formation-analyses*, n° 40, Paris, 2000 ; extraits de la Préface de J. ARDOINO du livre de A. MOUGNIOTTE "Pour une éducation au politique : en collège et lycée", l'Harmattan 1999 ; synthèse d'entretiens de J. ARDOINO avec A. MORVAN et C. SALERES

L'éducation, c'est d'abord l'adaptation à la société et aux lois, mais, tout aussi nécessairement, le développement de capacités de transgression ; sinon il n'y aurait pas de progrès. C'est pour cette raison qu'il est légitime que les enfants trahissent un jour leurs parents, c'est à dire qu'ils parviennent à échapper au « désir » que ceux-ci portent tout naturellement sur eux en le pensant légitime : agir pour leur bien. De même, dans le champ de la coopération internationale, les partenaires associatifs du sud détournent nécessairement le sens et les logiques de la coopération qu'ont voulu leur assigner leurs homologues du nord.

L'inscription de la démarche éducative dans une temporalité

Il n'existe une démarche progressiste, qu'à partir du moment où une durée temporelle permet une évolution. L'idée de « pérenniser » est contraire au progrès, puisqu'elle considère que la valeur est à l'origine, donc que le temps n'existe pas. Tout ce qui se veut civilisé est de l'ordre de l'acquis chez le vivant, donc susceptible d'évoluer.

Nombre d'associations d'éducation populaire parlent facilement d'urgence et de survie (à l'instar des ONG humanitaires), pour elles et souvent contre les autres, ce qui leur permet de ne plus trop questionner leurs pratiques. Une des conséquences inattendues de cette dimension de leur activité est la remise à plus tard (perpétuellement reportée), tant les urgences se renouvellent et foisonnent, du questionnement de leurs finalités et de leurs valeurs à travers leurs pratiques. Cette représentation les fige dans un décalage entre les principes et l'action qui nous ramène presque à la charité du 19^{ème} siècle. Pourtant, le travail sur les valeurs humaines est indispensable, complexe et prend du temps.

L'histoire des associations d'éducation populaire est hypothéquée par la nécessité économique absolue (n'excluant pas une concurrence farouche entre elles), d'où, entre autres, l'escroquerie du bénévolat (faire appel aux bons sentiments), et le non-exercice de la fonction critique. Le tout n'excluant pas une certaine « bonne foi ». Les pires escrocs sont ceux qui croient à ce en quoi ils veulent faire croire.

C'est pourquoi, nombre d'associations glissent vers le développement économique et oublient les finalités qui, par conséquent, sont réduites à celles du marché, pratiques, au profit d'objectifs limités, définis, conçus, en termes d'efficacité et de rentabilité, c'est à dire les valeurs du libéralisme avancé.

L'Universel, le Particulier et la démocratie

La démocratie suppose irrévocablement l'intelligence complexe de la particularité-singularité, donc du pluriel, si ce n'est du métissage, et comprend le conflit comme intimement lié à son projet

Il ne s'agit évidemment pas de rejeter la perspective de l'universel, mais plutôt d'articuler celle-ci avec la perspective tout aussi nécessaire de la reconnaissance de partenaires qui sont en même temps adversaires, du fait de leurs intérêts respectifs aussi bien contradictoires que susceptibles d'être associés. Le conflit restera donc, de la sorte, le moteur principal de la démocratie. Trop souvent, en effet, la violence s'installe sur les ruines d'un conflit avorté, parce qu'hâtivement digéré, ce que les « managements » préfèrent appeler « gérer ».

Les militants de l'éducation populaire privilégient l'idéologie universelle (issue de la philosophie des droits de l'Homme) et la rationalité, par opposition au particulier. Cet universel exclut l'idée de temporalité.

La constitution d'une culture commune est entendue ici comme unitaire et immédiate, alors que nous sommes constamment en proie au pluriel : Ainsi, « l'un » est plus favorisé que « le multiple », jugé impur par rapport à cette idée d'unicité.

Or, on ne peut, sans totalitarisme, prétendre avoir une vue universelle. Vouloir le consensus, c'est vouloir une démocratie formelle, à l'opposé d'une démocratie réelle, fondée sur un respect du pluriel, qui serait d'hétérogénéité (à partir d'un groupe de personnes vivantes) au contraire d'un pluriel d'homogénéité (par exemple, les timbres d'un collectionneur). Ainsi, se vouloir "un" au Cnajep peut gêner les expérimentations de quelques-uns.

A l'échelle planétaire, la mondialisation et la globalisation expriment cette visée fantasmatique d'homogénéité, avec l'idée sous-tendue de supprimer les conflits ; c'est la voie actuelle de l'exportation de l'idéologie nord-américaine. Il ne servirait à rien, en revanche, de vouloir leur opposer une « contre » homogénéité européenne.

Le paradigme de l'accompagnement et le statut de partenaire dans le domaine des solidarités et de la coopération internationale

Les relations internationales sont tissées de liens et d'échanges, conflictuels, ou plus harmonieux, économiques, diplomatiques, militaires, culturels, techniques, sociaux. Les divisions de la planète entre Nord et Sud, pays développés et pays en voie de développement, entretiennent des besoins

d'aide et d'assistance en matière d'urgence humanitaire, de santé publique, de développement économique et d'éducation. Des actions de coopération seront donc montées, ça et là, tantôt en fonction d'une politique d'ensemble, tantôt, plus souvent, au « coup par coup », en raison de leur intérêt médiatique, au caprice des ambassades. Elles mettront à contribution des ONG et feront appel à des experts ou à des consultants. Quels que puissent être les "bons sentiments" affichés, des séquelles neo-colonialistes s'y nichent encore parfois. Une bonne partie de ces actions, les plus sérieuses, s'appuyant sur des ONG, mobilisant des consultants et des coopérants de terrain, peuvent également être considérées comme des "accompagnements" de partenaires et d'homologues nationaux. L'inscription de telles actions dans une temporalité-durée est toujours patente.

L'accompagnement (du latin *cum panis* : partager le pain, d'où compagnon, compagne, compagnie) suppose toujours une relation subjective, ou mieux intersubjective, entre des personnes, des sujets, et non seulement des rapports, qui pourraient être entendus comme plus objectifs, plus "neutres", dépourvus d'affectivité ou d'émotionnalité. Ces relations sont interactives. En dépit des glissements sémantiques fréquents dans l'univers industriel et commercial, on accompagne toujours des personnes et non des objets (des bagages, notamment, ou ; parfois, des « personnes accompagnées » considérées comme des objets). Nous ne sommes plus dans l'ordre du "transport" mais dans celui du « transfert » (au sens psychanalytique du terme). Ces relations peuvent alors être dites « impliquées » (dans l'acception de l'analyse institutionnelle). La mémoire qui les « affecte » n'est pas la simple engrammation informatique, propice aux rangements, disponible, intacte (du fait même de sa numérisation possible), mais une mémoire subjective, affective, vécue, faite de souvenirs et d'oublis, d'« actes manqués », de témoignages et de représentations.

La démarche d'accompagnement, enfin, pourrait et devrait comprendre une position éthique (tout à fait indifférente aux prescriptions déontologiques classiques), et cela d'autant plus, quand elle se voudra professionnelle et militante. Il s'agirait, cette fois, d'interrogations axiologiques mobilisant des systèmes de valeurs. Une telle philosophie de la relation serait, alors, celle d'une réciprocité entre des partenaires, qui ne seraient pas, pour autant, conçus à l'identique, mais explicitement reconnus comme « autres », témoignant entre eux d'un pluriel, de différences et d'hétérogénéités. Cette altérité, définie comme rencontre d'un "autre" qui, de par ses désirs et intentionnalités propres, s'oppose à moi, à mes désirs, à ma volonté de toute puissance et de maîtrise, s'impose, ici, en tant que limite. La réciproque est évidemment vraie, quant à la résistance que j'opposerai à mon tour à la volonté de domination de l'autre à mon égard. Je deviendrai aussi sa limite. La reconnaissance mutuelle de ces limites réciproques permettra justement de repérer et de distinguer entre certaines formes d'accompagnement plus autoritaires, plus modélisantes, axées vers l'imitation, le mimétisme, la reproduction du même (guidance, tutorat, dressage, conditionnement, maîtrise...), et d'autres, plus respectueuses de l'altérité et de ses potentialités d'originalité et de création (clinique, psychothérapie, éducation, sous réserve de la prise en compte d'une telle éthique et d'une telle philosophie). Nous sommes également, ainsi, aux confins du politique (régimes autoritaires, démocratie directe ou représentative). Une action internationale honnêtement soucieuse des différents partenaires, de leurs « exceptions culturelles » respectives, aussi nécessaires que légitimes, a beaucoup à gagner, aujourd'hui, à travailler une notion d'accompagnement ainsi démarquée de ses faux-semblants,